



L'Étincelle

Bulletin d'information de la section de Boucau
du Parti communiste français

Responsable de la publication : Jean Molères - Supplément des Nouvelles des PA
Commission paritaire 0113P11421 - Imprimerie spéciale PCF

PCF MARS 2013



Édito

OUI LE CHANGEMENT MAINTENANT C'EST POSSIBLE

« **Faire des économies, réduire les dépenses publiques, efforts à faire dans toutes les administrations** ». Ce sont les mesures, le nouveau tour de vis, qu'envisage de prendre le gouvernement pour, dit-il, accéder à l'équilibre budgétaire. (Exigé par la règle d'or du traité Sarkozy/Merkel accepté par une majorité du PS et la droite au Parlement l'an dernier).

C'est bien là d'austérité qu'il s'agit. Et cette politique, la même que mènent la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie et les autres pays d'Europe, conduit notre pays et son peuple dans le mur. Le mur de la récession, de la pauvreté, de la misère, de la porte ouverte au pire.

Les renoncements, les reculs, la fuite en avant devant le dictat de cette Europe libérale soumise aux exigences du marché, ce n'est pas la réponse attendue par tous ceux qui ont investi dans l'espoir du changement en mai 2012.

Nous parmi eux. Alors, comment accepter de passer sous les fourches de cette politique qui rappelle trop celle rejetée au printemps dernier?

Pourtant, pas question de jeter le bébé avec l'eau du bain. De bonnes lois ont été adoptées : le mariage pour tous les couples, l'amnistie sociale, pour les plus récentes. Les élus Front de gauche les ont votées. Comme ils ont rejeté celles qu'ils jugent néfastes au progrès social, et aux intérêts des citoyens et du pays.

C'est donc clair: il ne faut pas compter sur les communistes pour s'inscrire dans la spirale de l'austérité. Les moyens sociaux, économiques, financiers, nationaux et européens existent pour d'autres choix de société. Oui, le changement maintenant c'est possible!

Voilà à quoi travaillent les communistes en appelant au rassemblement de tous ceux qui veulent que la gauche réussisse, ne les déçoivent pas. Avec tous ceux qui ont un même intérêt: vivre dignement dans une France libre, égalitaire et fraternelle, ce n'est pas l'échec mais la victoire du vrai changement qu'ils veulent ensemble construire.

Jean Prudet

La Fausse bonne idée de François

Les contrats aidés de type « contrat de génération » consistent à ce qu'une part importante du salaire soit versée par l'État à la place de l'entreprise pour encourager celle-ci à embaucher un jeune. Il s'agirait de soutenir pendant 1 à 3 ans son embauche. L'objectif étant qu'à terme, l'entreprise propose un CDI au jeune. **Mais cela a été affirmé clairement, pas question pour le MEDEF de se laisser imposer cette contrepartie.** Le dispositif intéresse le patronat dans la mesure où quand le contrat de génération arrive à son terme, l'entreprise peut le jeter et en embaucher un autre pour bénéficier à nouveau de l'aide. Cette situation se vérifie déjà avec les jeunes en apprentissage, où dans 50% des cas, l'entreprise rompt le contrat avant même la fin de la formation. Des salariés moins chers, jetables, le tout aux frais de l'état : tout bénéf !

L'État, qui a déployé 400 millions d'euros pour les contrats aidés, fait encore un cadeau fiscal de **20**

milliards d'euros aux plus grosses entreprises Soyons sûr d'une chose, la France est un pays bien plus riche que dans les années 80, c'est aujourd'hui la 6e puissance économique mondiale. Cette richesse, c'est à ceux qui travaillent qu'on la doit. **Certes cette mesure va dans le bon sens, mais il faut aller plus loin !**

Nous, les jeunes, avons besoin d'une allocation de recherche du premier emploi et qui garantisse le droit et le retour à la formation, et un véritable service public de l'enseignement et de l'orientation ! Opposons la sécurisation de nos parcours professionnels à ceux qui nous proposent la précarité pour nous sortir de la précarité !

Il nous faut le Smic à 1700€. Nous voulons seulement récupérer la somme qui est passée des poches des travailleurs à celles des capitalistes ces 25 dernières années soit 195 milliards d'euros par an. Coût de la hausse du Smic 11 à 13 milliards (nous sommes loin du compte).

La surexploitation de la jeunesse, le décrochage scolaire, le démantèlement de l'éducation nationale a assez duré. François, les jeunes te donne un conseil, dépasse la fausse bonne idée des emplois aidés. Nous avons les solutions. Écoute nous, entend la gauche.

Pour les Jeunes Communistes, Nicolas Tardits



PANEGYRIQUE SOCIALISTE !!!

J'ai assisté, en observateur, au Conseil Municipal de Boucau le lundi 18 février dernier. Lors du débat sur les perspectives budgétaires, Monsieur MARTIN nous a décrit avec une tranquillité professorale les « avancées » du gouvernement Ayrault. Nous serions très heureux de partager son enthousiasme sauf que dans son bilan globalement positif, il manquait les mesures régressives accordées ou acceptées sous la pression du Medef et de ses alliés.

La deuxième chose qui m'a surpris c'est le positionnement (ou plutôt le non positionnement) du Groupe Socialiste à propos du développement des activités portuaires et de l'utilisation rationnelle des terrains quasi bord à quai entre la cale et le pont St Bernard. Nous avons déjà marqué notre étonnement dans le N° de décembre 2012 de l'Étincelle que la seule position de développement du port, de la part des socialistes, était la préconisation du principe de précaution. Un peu court, quand-même comme ambition de développement !

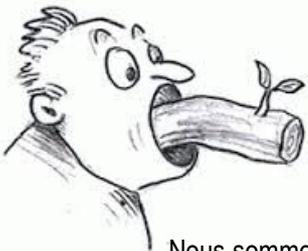
Certes cette question est une condition nécessaire, incontournable mais insuffisante.

Je n'ose penser qu'une sorte d'opportunisme pré-électoral ne conduisent nos amis à ménager la chèvre et le chou.

A mon sens, il est plus important, pour réussir une véritable politique de gauche alliant développement économique, industriel, écologique avec l'humain au cœur, de rechercher dans toutes les forces de gauche, le plus petit commun multiple (PPCM) que le plus grand commun diviseur (PGCD) car la politique ce n'est pas que de l'arithmétique !

Cette maxime est aussi valable pour les forces « apolitiques ».

Joël Da Silva



Les discours et les actes

Avez-vous oublié les promesses du Président de la République ?

En fin d'année 2013 le déficit serait de 3%, et le chômage baisserait...

Nous sommes loin du compte. Ce jour, nous apprenons que les hôpitaux vont perdre 35.000 emplois :(20.000 en 2013 + 15.000 en 2014), alors que les services d'urgences croulent par le manque de personnel (docteurs, infirmières, etc.). Vous verrez que Madame Touraine (Ministre de la santé) nous expliquera que nous serons mieux soignés!! Tout cela pour une distorsion de concurrence entre le public et le privé plus "juteux". (Voir article SOS santé.)

Encore une bonne nouvelle... Aujourd'hui le Ministre du Budget (M.Cahuzac) est à la recherche de 6 milliards d'euros pour 2014. D'après vous qui va encore trinquer ?

Une fois encore le Parti Socialiste dépose les armes face au monde de la finance, et de Mme Parisot (MEDEF). Il ne veut pas combattre le capitalisme, mais le réguler. Cherchez l'erreur !!

Pierre Fabas

SOS SANTE

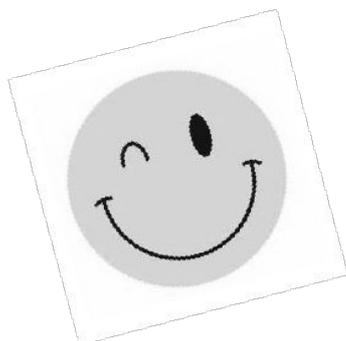
Trente cinq mille emplois supprimés entre 2013 et 2014, c'est l'appel de détresse de la Fédération Hospitalière de France. La menace se justifierait par la diminution du budget de la santé. Depuis 2008, les hôpitaux ont supprimé des milliers de postes, alors qu'ils ont réalisé près de 2,7 milliards d'économies depuis 2005.

Autant de moyens en moins, de travail en plus, autant de stress et d'heures cumulées. La santé c'est notre affaire, c'est du sérieux et une priorité absolue. Elle a un coût mais n'a pas de prix !

Bien sûr on ne licencie pas à l'hôpital, mais les départs en retraite non remplacés vont se multiplier. On peut et on doit s'indigner que le gouvernement, sous prétexte de réduction des déficits publics, applique de nouvelles mesures d'austérité synonymes de casse à notre système de santé, pourtant si maltraité depuis des années.

Pendant ce temps-là, via le pacte de compétitivité 500 millions d'euros en crédits d'impôts seront versés aux cliniques privées et pas un centime aux hôpitaux publics. Il est temps de changer la donne, de faire d'autres choix que ceux d'une logique de marché qui mène dans le mur. Pour que le changement paraisse, il est temps de prendre le chemin d'une autre politique, celle que la majorité des citoyens attend. Nous sommes tous concernés.

Jean-Pierre Lagrave



Les camarades d'Henriette ont tenu à fêter les 90 ans de leur doyenne.

L'ambiance fût celle que laisse imaginer la verve bien connue de la nouvelle nonagénaire.

Émotion et affection en prime, il s'entend !





L'Adour, la Rhune, les 3 couronnes, du haut de Braussusse

La Lèbe pour levier

ABBADIE fit du bois Guilhou, de celui de Pichepaou et de la couronne boisée, un sanctuaire écolo avant l'heure, rendant administrativement imprenable ce poumon boucalais. ESPIAUBE parviendra t-elle à effacer la frontière partageant bas et haut Boucau tout en répondant à la demande criante de logements ?

Il semble bien qu'elle soit en passe d'y parvenir. Après avoir concentré les efforts sur la réhabilitation de la rue Perse et programmé celle des places Péri et Sémart, l'avancée du projet concernant la Lèbe sous-entend une farouche volonté de créer du lien en osmose avec l'ensemble de la commune.

Avec quels atouts ? D'abord celui de la topographie des lieux. A l'arrière de la mairie, le terrain ne tarde pas à prendre des allures de mini colline, invitant à établir en haut du chemin Braussusse un belvédère ouvrant la vue loin sur l'adour. Plus au centre, entre les deux combes, serait envisagée une plaine de promenade. Continuant encore un peu son ascension, le terrain se termine en un large plateau jusqu'aux abords de l'école et du centre de loisirs, auprès desquels prendrait place un terrain de sport. Ici encore, profitant sur le flan sud de la pente est prévu un vaste parking semi enterré.

En somme, quelques 5 hectares et leurs équipements dédiés à l'ensemble de la population sur les 16 que compte l'opération. Le Maire, qui inscrit le projet de la municipalité dans la perspective d'un développement de la ville par extension de l'habitat, mais ouvert et respectueux, se plaît à souligner que les concitoyens par exemple des rues Duvert, Aubrac, voire Bramarie ne seront qu'à quelques centaines de mètres des nouvelles installations et espaces. Pas de nouveau quartier donc, mais un tissage du lien tous azimuts. Tchao frontière !

Quant au type d'habitat collectif, en bande ou sur deux ou trois niveaux, il n'est pas encore défini. Il y aura du bâti individuel et de la mixité sociale. Le cadencement devrait être de 80 logements construits par an sur une période allant jusqu'en 2020, permettant d'adapter les infrastructures de la ville.

Chaque groupe municipal (y compris l'opposition bien sûr) est représenté au comité de pilotage du projet.

La dernière réunion publique qui avait pour sujet l'aménagement de la Lèbe a connu une affluence moyenne ; il serait pourtant extrêmement utile que tout un chacun donne son avis lorsque s'envisage l'habitat et les espaces de demain.

Jean-Claude Morlaas



Tour de ville

ECHO : MATON DIT

Lors du dernier Conseil Municipal, qui avait à l'ordre du jour Le Débat d'Orientations Budgétaires 2013, l'UMP Albert Maton dit :

- **Notre commune emploie trop de personnel, comparativement aux villes de même importance. Il ne faudrait pas remplacer automatiquement tout départ à la retraite pour faire des économies.**

Réponses :

- Notre commune a fait le choix de maintenir à la disposition des boucalaises et des boucalais un service (public) municipal de soins infirmiers.
- Chaque classe de maternelle à une ATSEM, dans l'intérêt de l'enfant, alors que la loi impose une ATSEM par école.
- Depuis que la municipalité prend en charge la totalité des frais engendrés par le transport scolaire, il y a davantage d'enfants (c'était le but recherché), donc une surveillance accrue dans les bus.
- Plus il y a d'équipements publics, plus l'entretien de ceux-ci, demande du personnel .



Pour le représentant de la droite, comme à l'accoutumée, le personnel est la seule variable d'ajustement.

Albert Maton dit : Par souci d'économies, il faudrait réduire les subventions et autres participations aux associations, et syndicats intercommunaux.

Réponses :

Quand on voit les dégâts qui seront occasionnés par les réductions des dotations d'Etat aux collectivités, notamment par la non-réalisation des investissements, et la menace sur des milliers d'emplois, il est grand temps pour le Gouvernement de revoir sa copie, et d'ouvrir de véritables négociations avec les collectivités et les associations d'élus pour bâtir un pacte de solidarité garantissant à celles-ci, les moyens de poursuivre des politiques au service des populations et du développement de la société.

Rappel crucial : Lors des élections municipales de 2001, gagnées par l'équipe de Marie José Espiaube, une lettre émanant du Préfet sommait les nouveaux élus de redresser les finances de la commune, sous peine de mise sous tutelle. Bienheureusement, c'est ce qui fut fait, avec les compliments du Trésorier Payeur Général.

Rappelez-moi comment s'appelait le premier adjoint de l'époque ?

Albert Maton...m'a-t-on dit !!!

Alain Da Silva



Conseil Municipal

DÉCLARATION DU GROUPE COMMUNISTES ET RÉPUBLICAIN lors du débat d'orientation budgétaire au dernier conseil municipal

« La Droite au pouvoir avait inventé la RGPP (révision générale des politiques publiques), remplacée par la MAP (modernisation de l'action publique) par l'actuel gouvernement. La modernisation de l'action publique, doit contribuer à la fois au maintien du modèle social français, au redressement des finances publiques et à la compétitivité de l'économie. Les politiques d'austérité visant au redressement des finances publiques conduisent mécaniquement au démantèlement méthodique du modèle social issu du pacte républicain porté par la charte du Conseil National de la Résistance. **En succédant à la controversée RGPP, la MAP poursuit en fin de compte un objectif identique en dépit de l'alternance politique.** Un objectif dicté par les marchés financiers de la troïka: banque centrale européenne, commission européenne, fond monétaire international.

En effet pour combattre la finance, il faut se doter des outils nécessaires comme le pôle public financier permettant d'assurer, notamment aux collectivités territoriales, un accès aux crédits en dehors des marchés financiers, mais également une grande réforme de la fiscalité (basée sur l'ensemble des revenus taxant le capital à la même hauteur que le travail et mettant à contribution les revenus financiers des entreprises).

Au lieu d'entreprendre cette grande réforme fiscale dont nos collectivités territoriales ont le plus grand besoin, le gouvernement reprend à son compte le dogme de la baisse des finances publiques, en demandant aux collectivités territoriales d'en être solidaires.

Pourtant, nous savons tous ici, au moins à gauche, que **la dépense publique est utile**: c'est grâce à cette dépense publique que nous pourrions construire et gérer des crèches, être solidaire des plus en difficultés avec le CCAS, entretenir et faire évoluer notre patrimoine immobilier, avoir une politique culturelle, sportive et des services publics de qualité.

Les élus communistes et républicains sont plus solidaires des gens qui subissent la crise que cette volonté de redresser les comptes publics sans toucher aux causes à l'origine des déficits: sans arrêter les réductions d'impôts aux plus riches et autres cadeaux fiscaux aux entreprises.

De la même façon, les dotations aux collectivités sont des dépenses publiques essentielles. C'est pour cela que nous sommes très inquiet du gel des dotations. **Entre 2013 et 2015, ce sont 2,25 milliards d'euros en moins pour les collectivités territoriales, une perte de 7% en euros constant.**

Quelles seront les conséquences pour notre ville?

Il n'y a pas le mauvais gel de la droite et le bon gel de la gauche!

En ne revenant pas sur les mesures de la droite (du désengagement de l'État à la réforme de la taxe professionnelle), le gouvernement conduit inévitablement les collectivités à recourir à plus d'emprunts et à une augmentation des impôts.

L'effort global d'investissement, de l'ordre de 2 556 462 € est notable d'autant que sans augmentation des impôts, le recours à l'emprunt reste faible à 350 000 €. Mais jusqu'à quand?

La volonté et l'ambition d'un haut niveau de services public doit nous conduire, dans nos textes comme dans nos habitudes à ne pas considérer le personnel comme une charge et par conséquent à changer notre vocabulaire. Pour notre part nous considérons que les agents qui travaillent au service de notre collectivité, au service des boucalais et des boucalaises, sont une richesse. **C'est pourquoi, les effectifs de notre municipalité seront maintenus au même niveau d'équivalent temps plein en 2013.** D'autre part, la volonté affichée de contraindre les dépenses réelles de fonctionnement au même niveau que 2012 est tout à fait louable.

La poursuite du programme de rénovation de voirie: à savoir, le démarrage des travaux de la nouvelle salle de sport, de la réfection des places Albert Péry et Pierre Semard, ainsi que d'importants travaux de maintenance dans les écoles, sont aussi à mettre en exergue dans les orientations budgétaires présentées par Mme le Maire.

Les élus communistes et républicains, souhaitent que la gauche réussisse, ici comme ailleurs, mais qu'elle réussisse sur des bases de gauche, c'est à dire dans la justice, la solidarité et l'égalité, autrement dit, l'humain d'abord. >>>

Pour le groupe Communistes & Républicain, Jean Pierre Crespo, 1er adjoint.

CRITIQUES,
SUGGESTIONS,
COMMENTAIRES...

Contactez-nous !

www.boucau.pcf.fr

09.61.21.20.63

pcf.boucau@wanadoo.fr